

conseil exécutif que de la manœuvre politique et de la direction d'un parti—qui a besoin des masses pour se maintenir. Le personnel de son administration ne satisfait pas tout à fait les "castors" religieux. Ils en avaient contre M. Blanchet qu'ils ne trouvaient pas assez catholique et assez orthodoxe. Il y eut des députations et des représentations. Le Premier-ministre dut passer outre, en face des influences qui insistèrent pour que le "Castorisme" ne prit pas l'ascendant dans le nouveau gouvernement.

M. Ross était bien intentionné, mais son administration n'eut jamais de prise sérieuse sur le corps électoral. Aussi quand éclata l'affaire Riel, ceux en état d'observer virent qu'il y aurait bientôt péril en la demeure. Quelques Évêques, et beaucoup de prêtres, induits en erreur par l'*Etendard*, avaient pris feu au sujet des réformes apportées dans le fonctionnement des asiles. Les ministres qui voulaient mettre cette Province sur le pied des nations civilisées, furent traités d'hérétiques, de laïciseurs, de violateurs des immunités religieuses, etc. M. Mercier dut sans doute une partie de son succès de 1886 à sa prodigieuse activité, et à l'habileté dont il avait fait preuve en profitant de tous les mécontentements et de toutes les circonstances, mais sœur Thérèse ne lui donna pas un mauvais coup de main.

De 1883 à 1886, l'opposition battit en brèche le gouvernement sans relâche et sans merci. Je me suis convaincu durant cette période que, dans notre pays au moins, il est essentiel que le Premier-ministre ait son siège dans la chambre populaire. C'est sur lui que retombent les responsabilités les plus considérables : c'est lui qui doit répondre aux contribuables, et à leurs représentants.

L'insurrection de 1885 éclata. Ce n'est pas ici l'à-propos d'en faire l'historique. Mais je ne puis m'empêcher d'exprimer l'avis qu'elle n'eût jamais eu lieu si Sir Hector Langevin, chef de la section française du cabinet de la Puissance, eût eu les yeux ouverts sur les intérêts français dans le Nord-Ouest. L'indifférence des ministres français et l'incapacité du lieutenant-gouverneur Dewdney sont au fond des causes de ce déplorable événement.